



**Kinshasa, le 09 septembre- Discours De David Kennedy, prononcé à l'occasion de la signature de la convention d'assistance technique pour les reformes liées à l'amélioration du climat des affaires.**

Distingués invités, c'est un plaisir immense pour moi de superviser le lancement de ce projet au nom du gouvernement britannique. La date d'aujourd'hui marque la fin d'une longue attente et le couronnement d'un travail laborieux abattu tant par les fonctionnaires congolais que les britanniques pour réaliser la vision de son Excellence le Président Joseph Kabila Kabange et du Ministre britannique de la Coopération internationale. Cette vision consiste à forger un partenariat solide entre la RDC et le Royaume-Uni afin de promouvoir l'amélioration du climat des affaires.

Le gouvernement britannique estime que le secteur privé est le moteur de la croissance, du développement et enfin, de lutte contre la pauvreté. Sans les entreprises du secteur privé en plein essor, une économie ne peut pas créer d'emplois, elle ne peut pas innover ni fournir les biens et services dont la population a besoin. Mais les entreprises du secteur privé auront du mal à s'épanouir si l'environnement n'est pas propice.

Malheureusement, tel est le cas ici en RDC. Le pays est classé 184ème/189 sur l'indice de la Banque mondiale Doing Business Ease (DB – facilité d'entreprendre des affaires). Le paiement des taxes est trop compliqué. L'accès aux finances est trop coûteux et l'exécution des contrats est trop imprévisible.

Les solutions à ces problèmes sont connues. Il faut un leadership fort du gouvernement et une assistance technique appropriée, en appui des propres plans du gouvernement. Sous le leadership de son Excellence Monsieur le Premier ministre Matata Ponyo, le gouvernement congolais a démontré qu'il possède la volonté de commencer à s'attaquer à ces problèmes : il a adhéré au Traité OHADA ; signé la Convention de New York sur l'arbitrage ; et, grâce au travail du CPCAI, réduit les taxes et accéléré la procédure de création d'entreprise à moindre coût. En effet, l'an dernier la Banque mondiale a reconnu la RDC comme l'un des 10 premiers pays réformateurs du climat des affaires dans le monde. Mais le chemin à parcourir est long et beaucoup reste encore à faire. Je trouve encourageant que Son Excellence le ministre du Plan le reconnaisse et qu'il s'engage à poursuivre les efforts déployés par le gouvernement en vue d'améliorer le climat des affaires.

C'est pourquoi le gouvernement britannique s'engage à hauteur de 50 millions de dollars d'assistance technique par le biais de notre programme Essor pour soutenir le gouvernement congolais dans cette mission. Essor démarrera avec un programme d'assistance technique pour la mise en œuvre de l'OHADA. Cela aidera la Commission nationale OHADA à faire respecter le système judiciaire commercial à travers l'ensemble

du pays. Cela facilitera aux entreprises l'exécution des contrats, la tenue d'une comptabilité et la résolution des différends.

Mais le reste de notre programme Essor demeure souple pour soutenir d'autres besoins exprimés par le gouvernement. L'équipe d'Essor peut rapidement déployer des experts pour fournir une assistance technique sur un éventail de domaines, comprenant les réformes commerciales, la simplification des impôts/taxes, l'accès au financement et plus encore.

Nous savons que l'amélioration du climat des affaires ne sera pas aisée. Mais en notre qualité de bailleur principal, nous nous efforcerons de définir la direction du programme Essor en partenariat avec le gouvernement à travers le Groupe thématique sur la réforme du climat des affaires – présidé par le ministre du Plan.

Avec la signature de cette Convention, l'équipe Essor passera maintenant à la prochaine étape – action. Distingués invités, c'est avec un immense plaisir que je voudrais maintenant convier le Chef de Mission de DFID RDC, Dr Christian Rogg, à bien vouloir signer cette Convention pour le compte de DFID.